Le cadre lacunaire de la prise en compte juridique des mineurs transgenres

À propos de la circulaire du 29 septembre 2021 fixant les Lignes directrices à l'attention de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire.

Laurène Denis, Léa Frasin, Léa Poncelet and Fanny Vidal

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/14329>

DOI: 10.4000/revdh.14329

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Laurène Denis, Léa Frasin, Léa Poncelet and Fanny Vidal, "Le cadre lacunaire de la prise en compte juridique des mineurs transgenres", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 24 January 2022, connection on 26 January 2022. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/14329> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.14329>

This text was automatically generated on 26 January 2022.

Tous droits réservés

Le cadre lacunaire de la prise en compte juridique des mineurs transgenres

À propos de la circulaire du 29 septembre 2021 fixant les Lignes directrices à l'attention de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire.

Laurène Denis, Léa Fraslin, Léa Poncelet and Fanny Vidal

- ¹ La transidentité chez les mineurs a fait l'objet ces dernières années d'une mise à jour sans précédent. Le récent livre pour enfant « *Calvin* », publié en novembre 2021, illustre la nouvelle prise de conscience des problématiques liées à la transidentité chez les mineur.es. Les auteurs JR et Vanessa Ford retracent l'histoire d'un jeune garçon transgenre qui se prépare pour son premier jour d'école et se présente pour la première fois à sa famille et à ses amis. Cet éveil aux problématiques sociales, familiales, psychologiques et physiologiques rencontrées par ces mineur.es est apparu nécessaire au regard des répercussions juridiques engendrées par ces dernières. À ce titre, le récent documentaire d'Arte « *Petite fille* »¹ peignant la vie de Sasha, à qui a été assigné le sexe masculin à la naissance alors qu'elle se sait depuis toujours être une fille, constitue un aperçu éloquent des problématiques de la transidentité dans le cadre familial et scolaire. C'est sur ce dernier point que le ministère de l'Éducation nationale a publié le 29 septembre 2021 une circulaire² visant à accompagner les élèves transgenres à l'école.
- ² Cette volonté du gouvernement de préciser le rôle tenu par l'institution face aux transitions de genre s'inscrit dans un contexte dramatique. La souffrance psychique des jeunes transgenres en milieu scolaire est si forte qu'elle conduit parfois à des actes désespérés, tels que le suicide de Fouad, 17 ans, en décembre 2020. L'enquête menée par le Mouvement d'affirmation Gay (MAG) sur le parcours scolaire des personnes trans³ est édifiante : 69% des personnes interrogées ont déjà eu des pensées suicidaires ; 9% des filles trans estiment avoir vécu des situations de rejet et seulement 13% des

répondant.e.s arrivent à imposer leur identité choisie à l'institution scolaire. Au total, 18% des situations de rejet se manifestent par des insultes, 7% d'entre elles par du harcèlement, 6% par de l'exclusion et 5% par des menaces.

- 3 L'objectif principal de la circulaire du 29 septembre 2021 réside donc dans la lutte contre la transphobie, et vise à fournir des lignes directrices aux personnels d'établissement qui « peuvent se trouver légitimement déstabilisés par ces demandes et, en tout état de cause, se trouvent confrontés à des questions très pratiques (...) auxquelles les réponses apportées sont aujourd'hui disparates et souvent improvisées ». Ces réponses sont « préjudiciables au bien-être et donc à la réussite scolaire des élèves concernés », mais aussi « mettent certains personnels en difficulté, voire les exposent à des risques en termes de responsabilité ».
- 4 Avant d'envisager les implications de la circulaire, il est nécessaire de s'arrêter quelques instants sur le vocabulaire de la transidentité. Selon la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (ci-après DILCRAH) « Une personne trans est une personne qui ne s'identifie pas à son sexe de naissance. Autrement dit, c'est une personne dont le sexe ne correspond pas à l'identité de genre, c'est-à-dire au sentiment d'être un homme ou une femme (voire ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois). À l'inverse d'une personne transgenre, une personne cisgenre est une personne dont l'identité de genre correspond au sexe assigné à la naissance. Une femme trans (ou MtF pour *Male to Female*) désigne une personne assignée homme à la naissance, mais dont l'identité de genre est féminine. Un homme trans (ou FtM pour *Female to Male*) désigne une personne assignée femme à la naissance, mais dont l'identité de genre est masculine. Enfin, certaines personnes trans ne se définissent pas dans un genre de destination (genre neutre ou personne agendre) »⁴. En ce sens, les termes de « mineur trans », « d'élèves trans » ou « enfants trans » désigneront ici l'ensemble des mineurs qui s'identifient à un genre différent de celui qui leur a été assigné à la naissance et non pas seulement les mineurs trans opérés.
- 5 De prime abord, la circulaire du 29 septembre 2021 apparaît comme une avancée non négligeable pour le droit des élèves trans. Elle vient en effet répondre à une demande croissante de la part des associations, de ces élèves et de leurs familles. Elle opère également un déplacement des questions transidentitaires de la sphère privée vers la sphère publique. La ligne directrice est claire : les établissements scolaires doivent protéger et accompagner les élèves trans. La disparité des pratiques sur le territoire national n'est plus envisageable. Pour autant, la feuille de conduite offerte par le gouvernement est loin de faire l'unanimité et de nombreuses questions restent en suspens. En effet, si la circulaire du 29 septembre s'ancre bel et bien dans une volonté nouvelle d'accompagnement par l'institution scolaire des mineur.es trans, le caractère lacunaire du texte cristallise les débats autour de la question de l'autorité parentale (I) et de la dépréciation de l'autonomie personnelle des mineur.es trans (II).

I. L'autorité parentale : une limitation des droits des mineurs trans.

- 6 La circulaire transmise à l'ensemble du personnel de l'éducation nationale à la dernière rentrée scolaire a eu le mérite de mettre à l'ordre du jour la question de la transidentité au sein des équipes éducatives. Véritable porte d'entrée vers la compréhension des problématiques liées aux transidentités, la circulaire annonce des

objectifs clairs de lutte contre les discriminations et la transphobie. Portée par Jean-Michel Blanquer et son cabinet, elle s'attache à rappeler le caractère hétérogène du groupe constitué par les mineurs trans.

- 7 Il reste que de nombreuses associations telles que SOS homophobie ont mis en avant le caractère trop restrictif de la circulaire, notamment dans son rapport à l'autorité parentale. Dans une tribune publiée le 29 octobre 2021⁵, un collectif d'associations luttant contre les discriminations et violences à l'égard de la communauté LGBTQIA+ a ainsi pu soutenir qu'« en ne reconnaissant l'identité de genre des élèves que sous condition d'acceptation par les parents, ce document va à l'encontre du principe même d'autodétermination et repose sur une interprétation partielle de l'autorité parentale ». La portée de la circulaire reste donc ambiguë. D'une part, elle explique aux membres de l'éducation nationale la nécessité pour les jeunes trans de pouvoir utiliser le prénom correspondant le mieux avec leur identité de genre. D'autre part, elle conditionne le changement de prénom d'usage à la validation des deux parents. Recommander aux chef.fe.s d'établissements scolaires de recueillir l'accord des parents pour changer de prénom d'usage apparaît en ce sens contradictoire. Une première version de cette circulaire avait pourtant été écrite en accord avec les associations de défense des droits LGBTQIA+, et la limitation des droits de l'enfant par l'autorité parentale y était beaucoup moins prégnante. Le texte initial avait en effet le mérite de s'attacher à dépeindre les problématiques liées aux transidentités, en expliquant comment ne pas participer aux violences systémiques perpétrées à l'égard des mineurs trans. En niant le travail réalisé par ces associations, la rédaction de la circulaire telle qu'elle a été publiée pose plusieurs problèmes.
- 8 Tout d'abord, les établissements scolaires qui avaient jusqu'alors mis en place une politique d'écoute et d'accueil à l'égard des mineur.es trans se trouvent dans l'obligation nouvelle de recueillir cet accord parental. Il paraît légitime de s'interroger sur l'avenir de cette pratique, et ce notamment vis-à-vis des élèves utilisant déjà le prénom correspondant le mieux à leur identité de genre, sans que l'accord des parents ait été recueilli. Par ailleurs, l'identité de genre, et l'expression de genre qui en découle, sont des éléments qui font partie des fondements de la vie privée. Un.e mineur.e attestant d'un niveau de discernement suffisant devrait avoir la possibilité de choisir son prénom d'usage si celui qui lui a été attribué à la naissance ne correspond pas à son identité de genre.
- 9 Conditionner l'utilisation des prénoms choisis par les élèves à un accord préalable des parents revient nécessairement à révéler la transidentité de l'enfant au sein du cercle familial. Or, une telle condition semble mettre de côté plusieurs réalités inhérentes au *coming out* trans. En effet, une récente étude publiée par la société de sondages YouGov a révélé que seulement 47% des Français réagiraient favorablement à l'annonce d'un *coming out* trans d'un membre de leur famille ou d'un proche⁶. Passer par un référent scolaire pour entamer le dialogue avec la famille pourrait donc avoir des effets bénéfiques, comme désastreux. Il est possible d'imaginer dans un premier temps que le fait de passer par un.e représentant.e scolaire puisse permettre d'entamer un dialogue constructif avec les parents. Cependant, une seconde situation est envisageable : celle dans laquelle la famille refuse d'accepter l'identité de genre du mineur. Si tel est le cas, des violences psychologiques et/ou physiques peuvent survenir à l'issue de cette révélation. Afin d'éviter cette situation, les associations attendaient de la circulaire une solution alternative, telle que l'absence d'accord des parents lorsque le/la mineur.e

capable de discernement avertit l'établissement du danger qu'il.elle encourt suite à la révélation de sa transidentité.

- 10 Dès lors, dans la circulaire commentée, le droit à l'autodétermination des mineur.es ne semble pas suffisamment garanti. Or, dans une décision du 10 mars 2015, *Y.Y. c. Turquie*, la Cour européenne des droits de l'homme a rappelé que « *la liberté pour le requérant de définir son appartenance sexuelle* » est une « *liberté qui s'analyse comme l'un des éléments les plus essentiels du droit à l'autodétermination* »⁷. En ce sens, la circulaire pourrait contrevenir à la fois au droit au respect de la vie privée garanti par l'article 8⁸ de la Convention, et à la fois à l'intérêt supérieur de l'enfant, garanti par l'article 3 de la Convention Internationale des droits de l'enfant de 1989⁹. En effet, cet article dispose que « *dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale* ».
- 11 Dans une étude de l'institut international des droits de l'enfant¹⁰, Jean Zermatten a procédé à une analyse littérale de la notion de cet intérêt supérieur expliquant que le choix des mots « *dans toutes les décisions* » reste très général et peut définir toutes les interventions faites à l'égard des enfants. La question de la traduction du texte original en anglais vers le français peut poser question ici. Voici en effet les conclusions tirées de cette étude : « *on note ici une légère divergence entre la version française (dans toutes les décisions) et la version anglaise (official actions), le qualificatif anglais "official" a le mérite de clarifier la portée de l'intervention : elle doit venir d'une autorité (judiciaire, administrative, législative) et non d'une autorité privée (parents)* ».
- 12 À cet égard, la logique de la circulaire est évidente. Si les recommandations du ministère de l'Éducation aux établissements scolaires concernant les mineurs trans ne semblent pas assez protectrices de l'intérêt supérieur de l'enfant, c'est avant tout en raison de la volonté du gouvernement de ne pas écarter la responsabilité parentale. Ce choix peut paraître contestable au regard de la diversité des situations familiales. Un schéma complexe, exposant un.e mineur.e à des comportements transphobes, pourrait en effet être contraire à l'intérêt du jeune et irait à l'encontre de son droit à l'autonomie personnelle.

II. Une circulaire dépréciant l'autonomie personnelle des mineurs trans.

- 13 La portée de la circulaire du 29 septembre 2021 s'avère trop restrictive au goût des associations et des mineur.e.s trans. Le caractère lacunaire du texte est d'autant plus critiqué qu'aucune communication supplémentaire n'a été réalisée par le ministère de l'Éducation lors de sa publication. Cette dernière apparaît donc comme une initiative timide de mise en lumière des questions liées aux transidentités. Or, l'invisibilité de ces jeunes reste réelle. Le manque d'informations génère d'autres problèmes, notamment de santé mentale. En effet, on l'a évoqué, 67% des jeunes trans de 16 à 26 ans sondé.e.s « *ont déjà pensé au suicide (en lien avec leur transidentité)* » et 34% ont « *fait une ou des tentatives de suicide* », principalement de 12 à 17 ans, période où les jeunes fréquentent encore principalement le milieu scolaire¹¹.

- 14 Par ailleurs, il semblerait également que le nombre d'enfants trans placés dans un lieu géré par l'Aide Sociale à l'Enfance est disproportionné. Cette corrélation laisse suggérer que certaines familles ne sont pas prêtes à accompagner leurs enfants dans ces situations¹². De plus, les équipes éducatives de l'ASE ne sont pas souvent préparées à accueillir ces jeunes et ne sont pas informées sur leurs besoins. En ayant désormais à l'esprit les possibles dysfonctionnements des structures sociales et des parents dans l'accompagnement de ces jeunes, il apparaît d'autant plus important que l'école laisse la possibilité à ces jeunes d'exprimer leur identité de genre.
- 15 Une meilleure prise en charge de ces élèves nécessiterait donc une plus grande prise en compte de l'autonomie personnelle. Celle-ci est entendue comme *“la faculté pour la personne humaine de vivre sa vie comme elle l'entend”*¹³. Le concept d'autonomie personnelle peut être utilisé pour mettre en œuvre l'intégration sociale face à l'exclusion, car l'individu participe à l'amélioration réelle de ses droits¹⁴. Or, la circulaire reste silencieuse sur ce sujet. L'unique référence, par ailleurs implicite, à cette notion intervient au travers de l'autorité parentale. La prise en compte de cette autonomie personnelle est pourtant primordiale pour l'affirmation de l'identité de genre d'un individu. Cette dernière ne devrait donc plus être conditionnée à l'autorité parentale dès lors que la capacité de discernement du jeune est prouvée. Une telle réalité participe à l'idée selon laquelle les mineurs ne seraient pas capables de consentir de manière éclairée aux changements concernant leur identité.
- 16 Cette tendance n'est pas propre à la France. En effet, la Haute Cour de Londres a affirmé dans une décision du 1er décembre 2020 qu'un.e mineur.e trans ne pouvait pas donner de consentement éclairé à une transition médicale, et ce même lorsqu'il s'agit d'un bloqueur de puberté. À cet égard, la décision encourageait les cliniciens à demander l'autorisation du tribunal avant de traiter médicalement toute personne de moins de 18 ans avec, notamment, des bloqueurs de puberté et des traitements hormonaux s'il existe un risque que le ou la patient.e ne comprenne pas pleinement les implications à long terme. Cette décision, qui déplaçait alors le dernier décideur dans la personne du juge en ce qu'il ou elle contrôle le bien-fondé de la requête, tendait à limiter l'autonomie personnelle du mineur par l'intervention externe d'une autorité judiciaire. Cependant, la Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles a tranché plus récemment : les patient.e.s transgenres de moins de 16 ans pourront consentir seul.e.s à l'usage d'inhibiteurs de puberté si leur médecin estime qu'ils.elles en sont capables¹⁵. En infirmant la décision de la Haute-Cour, les juges ont considéré qu'« Elle [la Haute-Cour] n'était pas en mesure de généraliser sur la capacité de personnes d'âges différentes à comprendre ce qui est nécessaire pour qu'elles soient à même de consentir à l'administration de bloqueurs de puberté ». L'immixtion des juges dans le parcours de transition d'un.e mineur.e et leur possibilité de se prononcer sur la capacité de l'enfant à consentir ne sera désormais justifiée que dans le cas d'un conflit entre les cliniciens, les patients et les parents.
- 17 Si cette volonté anglaise de favoriser l'autonomie de l'enfant dans le processus de transition est encourageante, on peut toutefois regretter le raisonnement divergeant tenu par les tribunaux et le législateur français sur ces questions.
- 18 Ainsi, en France, les différents actes médicaux de transition sont de nature à limiter l'autonomie des mineur.es trans. Afin qu'un.e mineur.e non émancipé.e puisse entreprendre une transition médicalisée, il ou elle doit démontrer une nécessité médicale en prouvant une dysphorie de genre. La loi de bioéthique de 1994¹⁶, modifiée

par la loi de bioéthique de 2004¹⁷, a également consacré la notion de nécessité médicale à l'article 16-3 du Code civil¹⁸ qui dispose qu'« *il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité médicale pour la personne* ». Dans le cas des mineur.es transgenres, la personne est réputée dotée de discernement lorsqu'elle est en mesure d'exprimer son mal-être et de décider si l'acte lui apparaît ou non proportionné. Si ces deux éléments sont établis, l'acte de conformation sexuée réalisé par le médecin est alors justifié en raison d'une nécessité médicale¹⁹. Or, la dysphorie de genre, ici entendue comme une pathologie, ne concerne pas l'ensemble des mineur.es trans. L'autonomie personnelle du jeune qui ne présente pas de pathologie est donc limitée, *de facto*, en ce qui concerne l'accès aux soins. En considérant les variances de genre exprimées par l'enfant en pathologies, on exclut du circuit médical celles et ceux qui ne seraient pas considéré.e.s comme « malades » aux yeux des autorités médicales. Au-delà de la violence des termes, cette position renforce la stigmatisation des mineur.e.s transgenres et la précarisation de leur prise en charge. Afin de circonvenir ces difficultés, Erik Schneider, psychiatre et militant trans luxembourgeois, souhaite la mise en place d'une logique « d'acceptance » c'est-à-dire la dépathologisation totale de la transidentité, afin de permettre l'équité dans l'accès aux soins.

- 19 La logique restrictive de la circulaire ne répond pas à toutes les préoccupations formulées par le Défenseur des droits, qui dans une recommandation du 18 juin 2020, dispose qu'il revient « aux chefs d'établissement scolaire et d'enseignement supérieur de permettre aux mineurs et jeunes transgenres de se faire appeler par le prénom choisi, d'employer les pronoms correspondants (féminins, masculins ou non-binaires) et de respecter les choix liés à l'habillement, et en prenant en considération leur identité de genre pour l'accès aux espaces non mixtes existants (toilettes, vestiaires, dortoirs) »²⁰. La circulaire du 29 septembre 2021 ne répond que partiellement à cette recommandation.
- 20 Enfin, si la circulaire prend bien en considération un besoin d'information urgent sur les questions liées aux transidentités, elle n'est pas exhaustive et ne remplace pas la nécessité de former les équipes éducatives. Les circulaires ne remplacent pas les débats, les échanges et la pédagogie nécessaires à la compréhension de ces problématiques. Cette carence d'information et de formation de l'État a de lourdes répercussions sur la vie réelle des jeunes. Une enquête sur les expériences scolaires des jeunes trans parue en 2018 est particulièrement révélatrice : 72% des jeunes trans interrogé.e.s disent avoir vécu une scolarité « mauvaise » ou « très mauvaise » en raison de leur identité de genre²¹. Premier pas bienvenu pour l'éveil des milieux éducatifs aux questions transidentitaires, la circulaire reste donc malgré tout encore bien loin de répondre à l'ensemble des problématiques réelles que rencontrent les jeunes transgenres.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Arte, "Petite fille" - Rencontre avec Sébastien Lifshitz, <https://www.arte.tv/fr/videos/094619-007-A/petite-fille-rencontre-avec-sebastien-lifshitz/>
2. Circulaire du 29 septembre 2021, Lignes directrices à l'attention de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire, bulletin officiel n°36.
3. HES/MAG, Enquête sur le vécu des jeunes populations trans, Avril 2009.
4. Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, fiche pratique sur le respect des droits des personnes trans, p.3, https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2019/11/fiche_respect_des_droits_trans_dilcrah.pdf
5. Têtu, TRANSIDENTITÉS École : l'autodétermination des élèves trans ne doit pas dépendre de l'autorité parentale, SOS Homophobie, 29 octobre 2021, <https://tetu.com/2021/10/29/transidentites-ecole-circulaire-accueil-eleves-trans-tribune-autodetermination-autorite-parentale/>
6. YouGov, International survey: how supportive would Britons be of a family member coming out?, Eir Nolsoe, August 31, 2021, <https://www.neonmag.fr/seulement-1-francais-sur-2-reagirait-favorablement-au-coming-out-trans-dun-membre-de-sa-famille-556970.html>
7. Cour européenne des droits de l'Homme, AFFAIRE Y.Y. c. TURQUIE, requête no 14793/08, 10 juin 2015, [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22fulltext%22:\[%22\%22AFFAIRE%20Y.Y.%20c.%20TURQUIE\%22%22\],%22documentcollectionid%22:\[%22GRANDCHAMBER%22,%22CHAMBER%22\],%22itemid%22:\[%22001-152779%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22fulltext%22:[%22\%22AFFAIRE%20Y.Y.%20c.%20TURQUIE\%22%22],%22documentcollectionid%22:[%22GRANDCHAMBER%22,%22CHAMBER%22],%22itemid%22:[%22001-152779%22]})
8. Convention européenne des droits de l'Homme, article 8 Droit au respect de la vie privée et familiale "1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui."
9. Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée et ouverte à la signature, ratification et adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989, entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49.
10. Jean Zetterman, L'intérêt supérieur de l'enfant, de l'analyse littérale à la portée philosophique, Institut international des droits de l'enfant, mars 2003.
11. HES/MAG, Enquête sur le vécu des jeunes populations trans, Avril 2009.
12. Schneider, E., Les droits des enfants intersexes et trans' sont-ils respectés en Europe? Une perspective., Conseil de l'Europe, novembre 2013.
13. Hurpy, H., Fonction de l'autonomie personnelle et protection des droits de la personne humaine dans les jurisprudences constitutionnelles et européenne (résumé de thèse), RDLF 2014, thèse n°06.
14. *Ibid.*
15. Cour d'Appel d'Angleterre 17/09/2021, *Bell and another v The Tavistock and Portman NHS Foundation Trust and others*, [2021] EWCA Civ 1363
16. LOI no 94-654 du 29 juillet 1994 relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal
17. Loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique.
18. Article 16-3 du Code civil "Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité médicale pour la personne ou à titre exceptionnel dans l'intérêt thérapeutique

d'autrui. Le consentement de l'intéressé doit être recueilli préalablement hors le cas où son état rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas à même de consentir.”

19. Moron - Puech B., “Aspects juridiques et éthiques des actes médicaux de conformation sexuée réalisés sur des personnes mineures”, revue droit et santé, hors-série n°50, 2013, p.200.

20. Défenseur des droits, Décision-cadre 2020-136 du 18 juin 2020 relative au respect de l'identité de genre des personnes transgenres.

21. Alessandrin A., Dargon J., Enquête sur la santé des personnes LGBT, 2020 (citée dans la circulaire à la 8e note de bas de page).

ABSTRACTS

Le 29 septembre 2021, l'Éducation nationale a publié une circulaire fixant les lignes directrices à l'attention de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire. S'inscrivant dans un cadre juridique relativement lacunaire en la matière, ce texte permet une avancée encourageante sur la prise en compte juridique des mineurs transgenres. Toutefois, on ne peut que regretter le manque d'exhaustivité de la directive, qui, par son caractère incomplet, cristallise les débats autour de la question de l'autorité parentale et de la dépréciation de l'autonomie personnelle des mineur.es trans.

AUTHORS

LAURÈNE DENIS

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre

LÉA FRASLIN

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre

LÉA PONCELET

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre

FANNY VIDAL

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre